

Bilan du Café-Débat

Les Collectivités locales et la transition énergétique

Musée des Beaux-Arts de Rouen

Mercredi 20 juin 2018

18h30 – 21h30



Contexte général de la soirée

Cet événement a été organisé à l'initiative du Collectif STOP-EPR ni à Penly ni ailleurs par FNE Normandie avec le soutien de la Métropole Rouen Normandie. Alors que la Métropole élabore le Plan Climat air énergie territorial requis par la loi, il est apparu opportun d'organiser un dialogue sur les enjeux de la transition énergétique et la place que peuvent y prendre les collectivités locales.

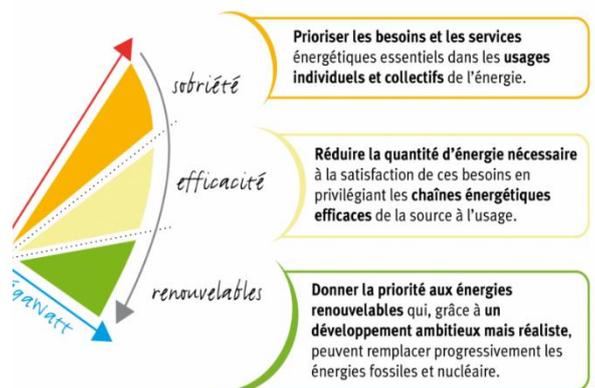
Une discussion conviviale qui a réuni un public averti



Quelques 35 personnes ont participé à cette soirée. Pour la plupart il s'agissait de spécialistes, de professionnels et de militants d'associations agissant en faveur d'un changement de modèle énergétique. Au vu de ce petit nombre de personnes, la présentation du scénario négaWatt par Yves Marignac puis la table ronde avec Cyrille Moreau et Laurent Ouvrard ont donné lieu à de nombreuses interventions du public. Différents points de vue ce sont exprimés sans jamais que la polémique l'emporte, preuve s'il en est que le Débat public contribue à un renforcement du dialogue démocratique même entre des intérêts nettement distincts voire opposés

Un débat riche autour de la présentation du scénario négawatt

Yves Marignac a proposé une présentation très didactique sans support de la démarche négaWatt et du scénario 2017 en insistant sur les changements d'échelle qu'implique la transition énergétique. Le changement de paradigme proposé recommande en effet de partir des besoins effectifs des territoires et des acteurs locaux sans présager de la nécessité d'un macro-système échappant au contrôle des usagers. Des interventions de la CGT de Paluel ont permis d'envisager la question du service public et de reconnaître la nécessité de garantir à tous l'accès à une énergie bon marché dans un pays où des millions de ménages sont en proie à la précarité énergétique.



Une table ronde ancrée dans le réel face aux défis du territoire

La transition de la présentation du scénario négawatt à la table ronde s'est faite spontanément autour de l'enjeu du logement. En effet le principal levier dans une agglomération telle que celle de Rouen pour garantir le droit à l'énergie au plus grand nombre consiste à accélérer la rénovation thermique d'un parc immobilier ancien et défaillant. C'est un objectif majeur visé par la Métropole dans le cadre du PCAET dans la continuité de politiques publiques déjà à l'œuvre. Le débat a permis d'éclairer la démarche adoptée et les objectifs visés mais aussi de pointer quelques difficultés rencontrées bien évidemment économiques mais aussi méthodologiques.

Des interventions du public ont amené ensuite les trois intervenants à insister sur l'importance de l'urbanisme et de la politique des transports chacun reconnaissant qu'une transition qui ne change pas la ville n'a que peu de chance d'aboutir aux résultats escomptés pour le climat, l'air et l'énergie. Le consensus autour de la nécessaire transition des mobilités est probablement l'acquis le plus intéressant de cette soirée dans un territoire où beaucoup de décideurs restent adeptes du « *tout bagnole* ».



Il ne peut donc y avoir de transition sans une évolution des comportements et un effort de toutes les parties prenantes pour accompagner le plus grand nombre vers des pratiques soutenables. Ainsi des salariés du syndicat départemental d'électrification ont donné à voir les efforts de leur institution pour « éduquer à l'énergie » populations et élus territoires ruraux de la périphérie de l'agglomération donnant à voir que la démarche initiée ici dans le cadre de la dynamique COP21 n'est pas isolée.

Cette articulation entre l'aire métropolitaine et les territoires limitrophes est un enjeu majeur de la transition. En effet une large partie de la population active vit en périphérie. Mais les contraintes urbaines imposent à la métropole de penser avec les autres collectivités de Normandie la production d'énergie pour atteindre le 100% EnR en 2050 visé. L'autonomie énergétique ne peut se penser à l'échelle d'une agglomération mais sur une étendue plus vaste de façon articuler différents modes de production qui répondent à différents usages. L'objectif n'est pas e construire une autarcie énergétique des territoires mais de saisir l'opportunité de la transition pour initier de nouvelles coopérations dans le souci de l'emploi et des objectifs environnementaux et climatiques.

Somme toute le rôle des collectivités locales est de créer un cadre propice aux initiatives portées par des acteurs confirmés du secteur de l'énergie _ tel Engie représenté à l'occasion de ce débat par son délégué régional _ ou des acteurs émergents comme Enercoop Normandie qui a présenté la singularité de sa démarche coopérative. Les Collectivités peuvent aussi initier des de nouvelles pratiques comme l'ont donné à voir Cyrille Moreau et Guillaume Coutey, Maire de Malaunay :

- La Métropole Rouen Normandie se sert du projet d'écoquartier sur la ZAC Flaubert pour soutenir une filière du bois construction dans une région où une ressource de qualité existe ;
- La commune de Malaunay expérimente une stratégie de valorisation énergétique de son patrimoine immobilier en recourant à des formes de financement innovantes ;

L'important est de montrer que c'est possible et que ça marche pour amener particuliers et acteurs économiques à suivre voire à aller plus loin encore. Force est de reconnaître que cela commence « à prendre » puisque dans le cadre de la démarche COP21, des silotiers ont initié une réflexion sur la méthanisation des poussières générés par les matières qu'ils stockent.

Reste à convaincre ceux et celles qui sont encore réticents ou qui comprennent mal la nécessité de la transition. Le défi est de taille mais il n'est pas hors d'atteinte. L'enjeu est d'en faire un objectif désirable tant sur le plan du cadre de vie que sur le plan démocratique. La transition énergétique peut être ce projet collectif qui permette de faire société à une époque où beaucoup sont emportés par des passions tristes voire le ressentiment. Ainsi d'un bien commun comme l'énergie, les élus et la société civile peuvent agir de concert pour le Bien Commun offrant à chacun(e) la possibilité de participer et d'avoir le sentiment de contribuer à un projet collectif et durable.

Conclusion

La soirée a donc mené les participant(e)s d'une approche technique autour de la présentation de la démarche négaWatt à une réflexion globale sur la démocratie locale, le rôle des élus et la nécessaire coopération entre la société et les pouvoirs publics. Ainsi la transition est apparue non seulement comme une dynamique économique mais comme un horizon politique offrant la possibilité d'une revitalisation démocratique du territoire. Trois principales propositions ressortent nettement de cette soirée

1. A une échelle nationale, la nécessité d'une transition fiscale pour doter les collectivités des moyens pour accompagner une demande sociale de plus en plus présente,
2. A une échelle régionale, l'urgence de garantir la coopération entre les territoires pour avancer vers le 100% EnR et offrir des opportunités de développement aux acteurs coopératifs de la transition
3. A une échelle métropolitaine, l'opportunité de déployer une transition démocratique à partir de l'enjeu énergétique.